

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Annonces diverses

**STUDIA INGENIERIE**

Société par actions simplifiée au capital social de 2 600 000 €  
ayant son siège social 14 boulevard Pythagore à Vitrolles (13)  
791 975 204 RCS Salon-de-Provence  
(la « Société »)

**Avis des Administrateurs Judiciaires de STUDIA INGENIERIE aux parties affectées par le projet de plan de redressement  
(Article R. 626-55 du Code de commerce)**

Par jugement du 9 juillet 2024, le Tribunal des activités économiques de Paris a décidé de l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'égard de la Société (le « **Jugement d'ouverture** »), et a notamment désigné :

- la SCP CBF ASSOCIES, prise en la personne de Maître Lou Fléhard, dont le domicile professionnel est sis au 41 rue de Liège à Paris (8<sup>ème</sup>), et
- la SELAS BL & ASSOCIES, prise en la personne de Maître Manuel Bouyer, dont le domicile professionnel est sis au 3 bis rue des archives à Créteil (94),

en qualité d'administrateurs judiciaires de la Société avec mission d'assistance (les « **Administrateurs Judiciaires** »).

Une copie de la présente lettre, vous sera également adressée par lettre recommandée avec avis de réception et/ou par courriel à l'adresse électronique que vous avez communiquée à l'occasion de la déclaration de votre créance ou, à défaut, à l'adresse électronique habituellement utilisée dans les échanges avec la Société.

**1. Rappel du contexte**

Le groupe STUDIA est spécialisé dans le développement et la commercialisation de solutions informatiques et de prestations visant à digitaliser et organiser les données du client.

Il exerce, plus particulièrement, dans le domaine du management de contenus numériques et dans l'ingénierie documentaire en environnement complexe, au travers de 4 *business units* représentées par les filiales opérationnelles du groupe STUDIA, que sont :

- STUDIA SAS : holding opérationnelle ;
- STUDIA CONSEIL : conseil et audit en gestion documentaire ;
- STUDIA DIGITAL : édition et intégration de solutions logicielles de gestion de data, des processus, et des connaissances métiers dans le cadre de projets de transformation digitale des organismes publics ;
- STUDIA INGENIERIE : ingénierie de l'information documentaire, de process industriel et fonctionnel ;
- STUDIA SOLUTIONS : dématérialisation de documents ainsi que traitement archivistique (ensemble le « **Groupe STUDIA** »).

La société GENVALUE PARTNERS est la société mère.

Le Groupe STUDIA a subi une perte d'activité pendant la crise sanitaire. Il a notamment dû :

- Faire face à un accroissement de la compétition résultant en l'absence de renouvellement de quelques contrats pluriannuels ;
- Supporter la suspension des projets de ses clients évoluant sur le secteur du nucléaire et de l'aéronautique ; et
- Procéder à des licenciements pendant cette période, mais éprouve depuis des difficultés à recruter de nouveaux profils compétents et donc à retrouver son niveau de chiffre d'affaires historique.

La Société prépare donc actuellement, avec notre assistance, un projet de plan de redressement, afin d'apurer son passif selon des modalités qui ont été définies en fonction de l'évolution de son activité au cours des derniers mois et des projections transmises.

**2. Rappel du dispositif des classes de parties affectées**

Pour rappel, par avis du 4 avril 2025 inséré au bulletin des annonces légales obligatoires, et paru au sein d'un journal habilité à publier des annonces judiciaires et légales, en application de l'article R. 626-55 du Code de commerce, nous avons avisé les titulaires de créances et de droits nés antérieurement à la date du Jugement d'ouverture de la procédure de redressement judiciaire de la Société qu'ils sont des parties affectées par le projet de plan de redressement et qu'ils sont en conséquence membres d'une classe, en application de l'article L. 626-30 du Code de commerce (avis n°1).

Ainsi et par la présente, nous vous informons des modalités de répartition en classes et de calcul des droits de vote au sein de la classe de parties affectées à laquelle vous appartenez, conformément aux articles L. 626-30, V et R. 626-58 du Code de commerce (avis n°2).

Il est précisé que le projet de plan de redressement vous sera communiqué ultérieurement, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables. Vous serez également informés de la nécessité de vous prononcer sur ce projet de plan ainsi que sur les modalités de règlement des créances qui y sont proposées.

Il est précisé que, au sein d'une classe, conformément à l'article L. 626-30-2 alinéa 7 du code de commerce, le vote sur l'adoption du projet de plan de redressement pourra être remplacé par un accord ayant recueilli, après consultation de ses membres l'approbation des deux tiers des voix détenues par ceux-ci.

En l'absence d'un tel accord, s'agissant des modalités de déroulement de vote, en application des dispositions de l'article R. 626-20 du Code de commerce, seront admis des votes individuels.

Les dates de vote ainsi que les convocations correspondantes vous seront communiquées ultérieurement.

### **3. Modalités de répartition en classes, critères retenus pour la composition des classes de parties affectées et liste des classes de parties affectées**

Conformément aux dispositions de l'article L. 626-30, III du Code de commerce, il appartient aux Administrateurs Judiciaires de répartir, sur la base de critères objectifs vérifiables, les parties affectées en classes représentatives d'une communauté d'intérêt économique suffisante en respectant les conditions suivantes :

- les créanciers titulaires de sûretés réelles portant sur les biens du débiteur, pour leurs créances garanties et les autres créanciers sont répartis en classes distinctes ; et
- la répartition en classes respecte les accords de subordination conclus avant l'ouverture de la procédure et portés à la connaissance des Administrateurs Judiciaires.

Il est précisé que nous n'avons, à date, pas reçu copie d'accord de subordination conclu avant l'ouverture de la procédure (le délai de 10 jours posé par l'article R. 626-55 alinéa 3 du Code de commerce étant expiré) dans les conditions de l'article L. 626-30, II du Code de commerce.

Les critères objectifs retenus pour constituer les classes ont notamment été :

- la nature des créances : financières, sociales et fiscales ;
- l'existence de privilèges et des sûretés ;
- la typologie des instruments de dette.

A cet égard, la liste des classes de parties affectées précisant les critères retenus pour la composition figure ci-dessous :

N°	Classe de parties affectées	Membres de la classe	Critère de constitution
<b>Créanciers privilégiés</b>			
1	Créanciers fiscaux	Cf. Annexe	Privilège du Trésor Public Sans distinction de créances (rémissibles / non rémissibles)
2	Créanciers sociaux	Cf. Annexe	Privilège de la sécurité sociale et privilège des salaires Sans distinction de créances (rémissibles / non rémissibles)
3	Créanciers bénéficiant d'un privilège légal	Cf. Annexe	Privilège du Bailleur
<b>Créanciers chirographaires</b>			
4	Créanciers chirographaires	Cf. Annexe	Créanciers chirographaires
5	Créanciers groupe	Cf. Annexe	Les sociétés ayant un lien capitalistique

#### **4. Arrêté du montant des créances et des droits dont sont titulaires les parties affectées**

Les montants des créances pris en compte pour le calcul des voix au sein de chaque classe de parties affectées sont arrêtés par les Administrateurs Judiciaires en application des articles L. 626 -30, V, R. 626-56 et R. 626-58 du Code de commerce. Ils correspondent au montant en principal et intérêts jusqu'à la date de maturité contractuelle de chaque créance.

La liste des créances certifiées par les Commissaires aux comptes indique, sur la base des montants fournis par la Société, le montant en principal et intérêts à la veille du Jugement d'ouverture de la procédure de redressement judiciaire. Les intérêts à échoir depuis le Jugement d'ouverture jusqu'à la date de maturité contractuelle seront pris en compte pour les besoins du calcul des droits de vote.

Afin de connaître la classe à laquelle vous appartenez ainsi que le montant de la créance ou des créances retenues pour le calcul de vos droits de vote, nous vous invitons à vous référer au tableau en **Annexe**, qui présente la liste des créances classées par noms des créanciers telle qu'arrêtée par le Commissaire aux comptes de la Société.

Il est précisé que ni le montant des créances figurant en Annexe, ni l'attribution des droits de vote, ne préjuge de l'admission de votre créance à titre définitif au passif de la Société.

#### **5. Modalités de calcul des voix**

Chaque classe statue à la majorité des deux tiers (2/3) des voix détenues par les membres, présents ou représentés, ayant exprimé un vote.

Ne seront donc pris en compte uniquement les voix détenues par les membres ayant exprimé un vote, l'absence de réponse ne vaudra pas refus.

Au sein de la classe, le nombre de droits de vote alloués à chaque créancier est déterminé au prorata du montant de sa créance détenue à l'encontre de la Société, en principal et intérêts (en ce inclus les intérêts à échoir jusqu'à la maturité contractuelle), par rapport au montant total des créances des membres de la classe arrêté par les Administrateurs Judiciaires conformément à l'article L. 626 -30, V du Code de commerce.

En application des articles L. 626-30-1 et R. 626-57 du Code de commerce, tout transfert de tout ou partie des créances affectées que vous détenez devra être porté à notre connaissance par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et par courriel aux adresses suivantes [paris@cbfassociés.com](mailto:paris@cbfassociés.com) et [etude@bl-aj.fr](mailto:etude@bl-aj.fr)

Le cessionnaire desdites créances ne sera admis à exprimer un vote au sein de la classe qu'à compter de la réception (laquelle ne pourra intervenir après une date de référence qui vous sera communiquée au moment de la convocation au vote) de ladite lettre recommandée avec demande d'avis de réception par les Administrateurs Judiciaires ou de leur confirmation de réception par courriel.

Enfin, il est précisé que, conformément à l'article R. 626-58-1 : « *La qualité de partie affectée et les modalités de répartition en classes et de calcul des voix correspondant aux créances ou droits permettant d'exprimer un vote peuvent être contestées par chaque partie affectée, le débiteur, l'administrateur, le mandataire judiciaire et le ministère public. Le juge-commissaire est saisi de cette contestation par requête dans un délai de dix jours à compter de la notification prévue au premier alinéa de l'article R. 626-58, à peine d'irrecevabilité* ».

#### **6. Modalités de communication électronique avec les Administrateurs Judiciaires**

Il est rappelé que toute communication par voie électronique devra être adressée par courriel aux adresses suivantes [paris@cbfassociés.com](mailto:paris@cbfassociés.com) et [etude@bl-aj.fr](mailto:etude@bl-aj.fr)

Ainsi, afin de faciliter nos échanges, et si cela n'est pas encore fait, nous vous invitons à nous faire parvenir vos coordonnées électroniques, dans les meilleurs délais, par retour de courriel aux adresses suivantes [paris@cbfassociés.com](mailto:paris@cbfassociés.com) et [etude@bl-aj.fr](mailto:etude@bl-aj.fr)

En tout état de cause, l'adresse électronique utilisée pour l'envoi du présent courrier sera celle utilisée pour les envois ultérieurs, sauf à ce que vous nous en communiquiez une autre aux adresses suivantes [paris@cbfassociés.com](mailto:paris@cbfassociés.com) et [etude@bl-aj.fr](mailto:etude@bl-aj.fr)

Conformément à l'article R. 626-55 du Code de commerce, vaut consentement à la transmission par voie électronique l'utilisation de ces modalités de communication électronique.

**Les Administrateurs Judiciaires de la Société :**

- **SCP CBF ASSOCIES** (Maître Lou Flécharde)
- **SELAS BL & ASSOCIES** (Maître Manuel Bouyer)

**Studia Ingénierie: répartition des droits de vote par classe de parties affectées****Classe 1 - Créanciers fiscaux**

Créance en €	% dans la classe	Créancier
-	0,00%	Créanciers fiscaux Studia Ingénierie n°024 SIE MARIGNANE
940,00	0,12%	Créanciers fiscaux Studia Ingénierie n°025 SIE MARIGNANE
1 853,00	0,23%	Créanciers fiscaux Studia Ingénierie n°126 SIE MARIGNANE
4 243,00	0,52%	Créanciers fiscaux Studia Ingénierie n°118 PRS SEINE MARITIME
4 616,00	0,56%	Créanciers fiscaux Studia Ingénierie n°023 SIE MARIGNANE
20 711,07	2,53%	Créanciers fiscaux Studia Ingénierie n°302 DGFIP (TVA collectée hors IG dont le FG est antérieur au RJ)
189 144,48	23,14%	Créanciers fiscaux Studia Ingénierie n°026 SIE MARIGNANE
595 723,53	72,90%	Créanciers fiscaux Studia Ingénierie n°307 DGFIP (TVA collectée IG dont le FG est antérieur au RJ)
<b>817 231,08</b>	<b>100,0%</b>	<b>Classe 1 - Créanciers fiscaux</b>

**Classe 2 - Créanciers sociaux**

Créance en €	% dans la classe	Créancier
-	0,00%	Créanciers sociaux Studia Ingénierie n°022 URSSAF BOUCHES DU RHONE
5 724,09	2,28%	Créanciers sociaux Studia Ingénierie n°020 MALAKOFF HUMANIS
17 761,32	7,09%	Créanciers sociaux Studia Ingénierie n°128 URSSAF BOUCHES DU RHONE
34 857,99	13,91%	Créanciers sociaux Studia Ingénierie n°021 AG2R AGIRC-ARRCO
47 910,24	19,12%	Créanciers sociaux Studia Ingénierie n°131 URSSAF BOUCHES DU RHONE
71 428,86	28,51%	Créanciers sociaux Studia Ingénierie n°130 URSSAF BOUCHES DU RHONE
72 871,93	29,08%	Créanciers sociaux Studia Ingénierie n°129 URSSAF BOUCHES DU RHONE
<b>250 554,43</b>	<b>100,00%</b>	<b>Classe 2 - Créanciers sociaux</b>

**Classe 3 - Créanciers bénéficiant d'un privilège légal**

Créance en €	% dans la classe	Créancier
994,70	7,56%	Privilégiés - Divers Studia Ingénierie n°098 CCI SEINE ESTUAIRE
12 163,48	92,44%	Privilégiés - Divers Studia Ingénierie n°054 SC3I
<b>13 158,18</b>	<b>100,00%</b>	<b>Classe 3 - Créanciers bénéficiant d'un privilège légal</b>

**Classe 4 - Créanciers chirographaires**

Créance en €	% dans la classe	Créancier
-	0,00%	Créanciers chirographaires Studia Ingénierie n°132 CEPAC (garantie consentie pour Studia SAS (créances n°145, 146 et 147)
-	0,00%	Créanciers chirographaires Studia Ingénierie n°001 CREDIT MUTUEL FACTORING (créance auto liquidative)
485,76	0,13%	Créanciers chirographaires Studia Ingénierie n°124 SECURITAS TECHNOLOGY SERVICES
552,00	0,15%	Créanciers chirographaires Studia Ingénierie n°082 HELIANTIS
568,35	0,15%	Créanciers chirographaires Studia Ingénierie n°013 BNP PARIBAS
584,34	0,16%	Créanciers chirographaires Studia Ingénierie n°070 MC AULEY CONOR
600,35	0,16%	Créanciers chirographaires Studia Ingénierie n°008 BPCE CAR LEASE
620,00	0,17%	Créanciers chirographaires Studia Ingénierie n°028 WORDSMITH
836,85	0,22%	Créanciers chirographaires Studia Ingénierie n°089 EPSSENS
844,16	0,23%	Créanciers chirographaires Studia Ingénierie n°092 DIOT EST
854,43	0,23%	Créanciers chirographaires Studia Ingénierie n°101 CARACUSHANSKY CINTIA
969,00	0,26%	Créanciers chirographaires Studia Ingénierie n°057 M. RICHOMME CHAMPAGNE
1 113,07	0,30%	Créanciers chirographaires Studia Ingénierie n°099 AUTO PLUS
1 260,00	0,34%	Créanciers chirographaires Studia Ingénierie n°018 MEDECINE DU TRAVAIL - CMIE VLB COTISATION
1 270,80	0,34%	Créanciers chirographaires Studia Ingénierie n°044 SANTE AU TRAVAIL EN PROVENCE
1 386,00	0,37%	Créanciers chirographaires Studia Ingénierie n°114 CENTRE D'INSTRUCTION EN SECURITE INDUSTRIELLE DE L'ARMEMENT
1 443,50	0,39%	Créanciers chirographaires Studia Ingénierie n°094 CRYPTKEY
1 620,00	0,43%	Créanciers chirographaires Studia Ingénierie n°108 ALTEQ MANAGEMENT
1 771,59	0,47%	Créanciers chirographaires Studia Ingénierie n°110 AEF
2 436,00	0,65%	Créanciers chirographaires Studia Ingénierie n°029 VIDEAL 84
2 880,00	0,77%	Créanciers chirographaires Studia Ingénierie n°068 METAFORM
2 899,98	0,77%	Créanciers chirographaires Studia Ingénierie n°034 TOWEY JOHN - VISTA TRANSLATIONS, LLC
3 633,79	0,97%	Créanciers chirographaires Studia Ingénierie n°106 AXA ASSURANCES
3 960,00	1,06%	Créanciers chirographaires Studia Ingénierie n°111 ACTALARM
4 992,98	1,33%	Créanciers chirographaires Studia Ingénierie n°037 LIU ZENING
5 257,82	1,40%	Créanciers chirographaires Studia Ingénierie n°027 YESILYURT AHMET
5 928,00	1,58%	Créanciers chirographaires Studia Ingénierie n°096 CERAP
6 167,70	1,65%	Créanciers chirographaires Studia Ingénierie n°103 CADHOC
7 335,20	1,96%	Créanciers chirographaires Studia Ingénierie n°119 DUPOUY BUSINESS MANAGEMENT
8 549,13	2,28%	Créanciers chirographaires Studia Ingénierie n°113 4CAD
9 185,53	2,45%	Créanciers chirographaires Studia Ingénierie n°076 LCSi
11 603,06	3,10%	Créanciers chirographaires Studia Ingénierie n°046 SOFREG
16 208,33	4,33%	Créanciers chirographaires Studia Ingénierie n°051 SEMERDJIAN SERGE
17 851,39	4,77%	Créanciers chirographaires Studia Ingénierie n°019 VERSPIEREN
19 487,43	5,20%	Créanciers chirographaires Studia Ingénierie n°123 GROUPAMA GAN VIE
76 038,23	20,30%	Créanciers chirographaires Studia Ingénierie n°014 BNP PARIBAS
153 368,32	40,95%	Créanciers chirographaires Studia Ingénierie n°002 CAISSE D'EPARGNE PAC
<b>374 563,09</b>	<b>100,00%</b>	<b>Classe 4 - Créanciers chirographaires</b>

**Classe 5 - Créanciers groupe**

Créance en €	% dans la classe	Créancier
12 917,76	0,57%	Créanciers groupe Studia Ingénierie n°041 STUDIA AFRIQUE
82 808,22	3,64%	Créanciers groupe Studia Ingénierie n°086 GENVALUE PARTNERS
87 882,34	3,87%	Créanciers groupe Studia Ingénierie n°038 STUDIA SOLUTIONS
112 869,53	4,96%	Créanciers groupe Studia Ingénierie n°040 STUDIA DIGITAL
173 132,59	7,62%	Créanciers groupe Studia Ingénierie n°039 STUDIA DIGITAL
579 591,37	25,49%	Créanciers groupe Studia Ingénierie n°042 STUDIA SAS
1 224 351,04	53,85%	Créanciers groupe Studia Ingénierie n°043 STUDIA SAS
<b>2 273 552,85</b>	<b>100,00%</b>	<b>Classe 5 - Créanciers groupe</b>